LES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES EN HAUSSE

Flambée des prix sur les marchés d'Alger

Les prix des fruits et légumes ont encore flambé. Les petites et moyennes bourses, qui espéraient une baisse de la fièvre autour des fruits et légumes, se sont vite heurtées à la dure réalité. Sur les étals des marchés de la capitale, les prix restent inaccessibles.

Nadia Medjdoub - Alger (Le Soir) - C'est toujours la flambée au niveau des marchés des fruits et légumes d'Alger. Le consommateur qui s'est réjoui, il y a quelque temps, de constater une légère baisse sur les étals des marchés s'est vite résigné.

Un tour au niveau des marchés de la capitale, Ali-Mellah et marché-Tnach à Belcourt, nous laisse entrevoir qu'après la flambée liée au mois de Ramadhan et à la fête de l'Aïd, et la saison estivale, les prix, après une accalmie de courte durée, ont repris leur envol.

En effet la pomme de terre, légume très consommé par les Algériens, est encore cédé à 60 DA le kilogramme. Quant au roi de la marmite, l'oignon, il est vendu à 50 DA le kilo.

La tomate, elle, coûte entre 100 et 120 DA, la carotte est cédée à 120 DA, la laitue s'affiche à 160 DA, les aubergines à 120 DA et le poivron, malgré sa saison se vend entre 140 et 160 DA le kilo.

Les haricots verts sont vendus entre 180 dinars et 160 dinars le kilo. Du côté des fruits, les raisins ne descendent pas sous la barre des 120 DA, les poires à 160 DA, les prunes entre 160 et 180 DA. Les pommes produites localement sont cédées entre 120 et 140 DA, et celles importées s'affichent entre 180 à 240 DA. La banane a connu une légère baisse et s'affiche entre 130 à 150 DA. Des prix qui continuent à donner le vertige au consommateur notamment pour les bourses moyennes.

Photos : DR

Tout est hors de portée.

La même tendance haussière est constatée du côté des viandes rouge et blanche. Ainsi la viande rouge reste toujours inaccessible avec son prix qui oscille entre 1 200 DA et 1 500 DA le kilo. Le gigot se vend à plus de 1 200 dinars le kilo ; même la viande hachée n'est pas épargnée par la hausse et est cédée à 400 dinars le kilo, elle s'est affichée hier à 600 DA le kilo. Quant au foie, il reste absent des étalages. Le poulet, lui, se vend entre 290 et 310 dinars le kilo et à 420 dinars le kilo pour le poulet vidé.

Une mère de famille, accompagnée de ses enfants, nous confie en souriant : «Le poulet, malgré cette hausse, reste abordable et arrange ma moyenne bourse. En plus mes enfants l'adorent !»

Côté poissonnerie, les clients sont rares. Les prix expliquent la cause : la crevette est proposée entre 2 500 et 2 800 DA le kilo, Le rouget, le merlan et le calamar sont également inaccessibles, avec des prix oscillant entre 2 400 DA et 3600 DA le kilo.

La sardine qui s'est vendue à 400 DA pour la qualité moyenne et 600 DA pour la qualité supérieure, reste le produit qui attire le plus de consommateurs.

Une nouvelle mariée, habitant avec la grande famille, devant l'étalage des sardines nous confie en rigolant : «Aujourd'hui, ça sera sardine et pomme de terre frite au menu pour toute la famille. Pas de fruit, plutôt de la limonade en guise de dessert !»

Un autre citoyen, rencontré au marché-Tnach à Belcourt, n'a pas manqué d'afficher son désarroi devant l'affolement des prix.

«Où allons-nous avec cette politique des prix qui augmentent au gré des commerçants ?», dit cet employé d'une entreprise publique. «Le gouvernement oublie que même si le pouvoir d'achat de certains cadres, évoluant dans des secteurs-clés à l'exemple de l'enseignement, est acceptable, beaucoup n'atteignent même pas le SNMG, et stagnent depuis longtemps».

Il précisera que «même les légumes et les fruits de saison sont hors de portée». Visiblement les pouvoirs publics, malgré toutes les mesures prises pour stabiliser les prix, n'arrivent pas à bout de leur politique. Sur les marchés, les produits sont pourtant disponibles en grande quantité et rien ne justifie la hausse des prix si ce ne n'est le diktat des commerçants.

N. M.

SKIKDA

3 terroristes abattus par l'ANP

Un peu plus d'une semaine après que des informations, reprises par plusieurs médias eurent fait état de la mort d'un officier et d'un subalterne dans les rangs de l'ANP lors d'une opération menée à Aïn-Kechra, dans la région de Skikda, informations que le ministère de la Défense n'a jamais confirmées ni infirmées d'ailleurs, cette fois, la même institution a rendu public, hier, deux communiqués faisant état d'une autre opération, toujours au sud-ouest de la wilaya de Skikda, au cours de laquelle les éléments des détachements des forces combinées ont abattu trois terroristes.

La mise hors d'état de nuire de deux terroristes s'est passée dans la soirée de samedi, alors que le ratissage avait toujours cours. Les éléments de l'armée ont récupéré une kalachnikov, un fusil mitrailleur RPK, des chargeurs garnis et des munitions, selon le même communiqué de l'ANP.

Le troisième terroriste a été, lui, abattu dans la matinée d'hier, indique un communiqué de l'ANP qui insiste sur le fait que cette opération «est toujours en cours».

Ainsi, il se confirme, pour ceux qui en doutaient, que malgré la focalisation des services de sécurité sur les régions frontalières où la situation n'en finit pas de se détériorer avec ses potentielles répercussions sur le territoire national, il n'en demeure pas moins que l'étau n'a pas été desserré sur les foyers terroristes sur la bande nord du pays où le dispositif en place a été malgré tout maintenu, comme il est d'ailleurs loisible de le voir à travers de nombreuses contrées, des régions où, à un rythme irrégulier et moins soutenu qu'il y a encore quelques années, des actes terroristes sont commis, c'est le cas en Kabylie ou encore à l'ouest du pays.

Il faut dire également que le terrible attentat ayant fait 11 morts dans les rangs d'un détachement de l'ANP, le jour de l'Aïd dernier, dans la région de Aïn Defla, a induit un net redoublement de vigilance chez l'ensemble des corps des services de sécurité.

Une vigilance qui, d'ailleurs, explique cette sortie au sud-ouest de la wilaya de Skikda où les terroristes ne se font pas remarquer comme c'est le cas par exemple sur le territoire de la voisine Jijel.

A titre illustratif, depuis que les islamistes ont pris les armes pour mettre à feu et à sang le pays, la région ratissée par l'armée, samedi dernier, a eu à endurer son dernier acte terroriste lors de l'été d'il y a sept ans, lorsque huit policiers de la Sûreté de wilaya de Skikda avaient péri dans une embuscade.

M. Azedine

POUVOIR D'ACHAT LAMINÉ, INFLATION,SUR TAXATION DE CERTAINS PRODUITS...

Se dirige-t-on vers la paupérisation des Algériens ?

Les hasards du calendrier sont parfois cruels : après la fête de l'Aïd El Fitr et les vacances d'été, les Algériens, dont les salaires sont les plus bas dans la région du Maghreb, doivent faire face aux dépenses de la rentrée scolaire. Et pas seulement. Car les nouvelles taxes prévues par la LFC 2015 mettront davantage les Algériens sous pression. La paupérisation des Algériens est en marche…

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - La politique d'austérité, ou du moins de rationalisation des dépenses, imposée au gouvernement par la conjoncture pétrolière, pas du tout favorable, aura certainement un impact sur les Algériens.

L'appauvrissement du citoyen et l'érosion du pouvoir d'achat, conjugués à une inflation de plus en plus significative, sont entre autres, les conséquences de la politique économique choisie depuis plusieurs années.

Afin de faire face au déficit budgétaire qui se creuse davantage, le gouvernement n'a pas trouvé mieux que plumer (encore) les Algériens par des nouvelles taxes. A titre indicatif, il a été prévu dans le cadre de la loi de finances 2015, plusieurs taxes. On peut citer celles relatives à l'habitation, à l'achat de l'automobile.

Pour ce qui est de l'habitation ou de l'immobilier, le gouvernement a élargi cette taxe à l'ensemble du territoire national, appliquée jusque-là à travers les seules communes des chefs-lieux de daïra (548).

Par cette LFC, il est institué cette taxe annuelle d'habitation prélevée par Sonelgaz sur les quittances, due pour tous les locaux à usage d'habitation ou professionnel, et dont le montant annuel est fixé entre 300 et 1 200 DA dans l'ensemble des communes et entre 600 et 2 400 DA dans les communes des wilayas d'Alger, Annaba Constantine et Oran. L'autre taxe que payeront désormais les citoyens est celle relative au véhicule. Au titre du code du timbre, le tarif de la taxe des véhicules neufs importés ou acquis localement qui est fixé entre 80 000 DA et 250 000 DA pour les véhicules de tourisme moteur-essence (en fonction du cylindrage), avec un abattement de 20 000 DA pour les véhicules équipés de GPL/C, à l'exception des véhicules dont le cylindrage est égal ou supérieur à 2 500 cm^3. Cette taxe est entre 120 000 DA et 400 000 DA pour les véhicules de tourisme diesel (en fonction du cylindrage) et entre 200 000 DA et 350 000 DA pour les véhicules de transport de personnes. L'inflation sur certains produits notamment ceux importés, eux-mêmes tributaires des yoyos sur les marchés mondiaux, viendra également achever le portefeuille des Algériens. Exemple : en cette période de rentrée scolaire, les prix des différents articles connaissant d'ores et déjà une inflation. La cause ? Selon certains grossistes, le marché algérien est quasiment alimenté par le biais de l'importation. Quant à la production nationale, elle demeure marginale. Elle ne dépasse guère les 30%. Donc le marché algérien dépend des fluctuations des bourses et marchés mondiaux.

Enregistrant en ce moment un rush jamais égalé, des familles se jettent, à pieds joints, pour satisfaire leur progéniture nonobstant le rapport qualité/prix. Si ces parents parviennent à rendre le sourire à leurs enfants, c'est au prix d'efforts douloureux, de privations et parfois d'endettements.

S. B.